



COLLECTIF NATIONAL

18 ET 19 OCTOBRE 1986

A PANTIN

RAPPORT PRESENTE PAR

PATRICE LECLERC

PRESIDENT DE L'UNEF

Nous voilà entrés dans l'année universitaire 1986/1987. Nouvelle année universitaire pas si nouvelle que ça. Aujourd'hui plus que jamais, la nécessité de réussir ses études est primordiale. Réussir ne devrait pas constituer un luxe, or, cela se paye très cher au propre comme au figuré. La nécessité de s'organiser est désormais devenue une exigence incontestable pour ceux qui désirent mieux étudier pour être mieux formés. Pour tous les jeunes, un emploi stable devient une véritable obsession. Nous refusons des études précaires pour un emploi précaire.

L'addition est lourde, non pas seulement par le prix élevé des inscriptions, mais aussi par les sacrifices qui ne donnent jamais la récompense à la hauteur de ce qui nous revient de droit.

Nous avons le droit d'étudier dans de bonnes conditions, le droit aussi à des études formatrices, le droit à un diplôme reconnu pour un métier qualifié. Mais certains ont, vis à vis de nous, des devoirs. L'Etat et l'université ont le devoir de former de plus en plus de jeunes de toutes catégories sociales. Quelque soit leur bac, tous les jeunes bacheliers ont le droit de s'inscrire dans l'université de leur choix, dans la filière de leur choix. L'Etat a le devoir d'aider financièrement tous ceux qui en ont besoin, sans distinction.

Tout cela ne devrait pas se discuter, c'est dans l'intérêt du pays, c'est la vocation première de l'université avec la recherche. La recherche justement parlons-en. Elle est dans l'université l'atout indispensable à la progression de l'économie nationale au développement social du pays.

Or, dans le projet de loi de finance 87, dans le poste du ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur, la section recherche est en baisse de 4,1 % par rapport à 1986. Plus loin encore, les crédits consacrés à l'agence nationale pour la valorisation de la recherche sont en baisse de 36,6 %. Toutes ces mesures ne peuvent en aucun cas conduire au redressement du pays, bien au contraire, ces mesures contribuent à l'aggravation de la crise dans l'enseignement supérieur notamment.

Comment dans ces conditions, ne pas réagir au 19,25 % de plus consacrés au ministère de la défense nationale. Serait-il possible qu'aujourd'hui, à l'heure où l'on parle de paix universelle, la France soit à la traîne sur ce qui constitue pour nous une nécessité ; la paix mondiale et investisse plus pour surarmer le pays que pour former les futurs cadres du pays ? Nous ne pouvons pas rester inactifs. c'est pourquoi nous vous proposons d'agir dans le sens de la paix dans la semaine du 24 au 30 Octobre 1986, qui a été déclarée par l'ONU comme semaine pour le désarmement.

La baisse des crédits consacrés à l'enseignement public dans notre pays accroît l'analphabétisme. Nous ne pouvons pas rester insensibles à ce phénomène. Les petits boulots bien en vue dans la période, consisteraient par exemple pour les étudiants, à devenir des écrivains publics comme cela existait au 18ème siècle.

Une question se pose à nouveau : les étudiants sont-ils des privilégiés comme on veut le faire croire ? Non, ce n'est pas un privilège que de pouvoir étudier en bonne santé. Dois-je rappeler qu'étudier en bonne santé, c'est manger à sa faim tous les jours, c'est être logé convenablement, c'est pouvoir se soigner quand on en a besoin quand on en a les moyens.

Alors soyons sérieux, peut-on imaginer qu'un jour tous les bacheliers aient leur place à l'université ? Est-ce qu'un jour il y aura assez de chambres en cité universitaire pour tous ceux qui en font la demande ? Verra-t-on un jour des bourses versées le 1er septembre de l'année universitaire ?

Le besoin de formation nécessite tous ces acquis. Pourtant si je m'en tiens à la définition, bien des universités usurpent leurs titres. Ainsi, à Nantes on refuse 130 bacheliers à l'entrée de l'université parce qu'ils n'ont pas le bon bac ; dans cette même ville, on organise des années préparatoires pour certains DEUG. Le même problème s'était posé à Villeta-neuse en juillet où l'entrée du DEUG d'économie était refusée au bac G. C'est la pression des élus de l'UNEF et la force du syndicat sur l'UER qui a fait reculer la direction. Pourtant rien ne nous dit que cela ne se reproduira pas l'an prochain.

A Nice on sélectionne à l'entrée des formations par l'argent avec des droits d'inscription variant entre 500 et 900 Frs. A Paris IV on fait payer une taxe pour les étudiants en retard d'inscription de 550 Frs appelée montants compensatoires. A Marseille on fait payer aux étudiants de sciences économie comme frais exceptionnels, 500 Frs pour le 1er cycle et 1.000 Frs pour les seconds cycles. Partout dans les filières scientifiques, ont paie des droits de TP entre 100 et 200 Frs. Mr CHEVENEMENT disait en son temps : **"il faut que les universités trouvent des sources de financement autres que les fonds publics"**.

Il semblerait qu'avec l'aide du projet DEVAQUET, elles les ont trouvées. Redoubler d'ingéniosité pour les présidents d'université, ça peut vouloir dire cela.

Nous devons avoir conscience de ce qui se passe et le faire savoir à tous : enseignants comme étudiants. Nous ne sommes pas aujourd'hui dans une mauvaise passe pour l'université. Toutes les mesures néfastes qui sont prises actuellement ne sont pas passagères, elles sont là pour durer. C'est une destruction complète de l'enseignement supérieur qui est entreprise actuellement.

En effet, c'est bien sûr une logique très cohérente que reposent toutes les attaques que nous vivons en cette rentrée dans chaque université :

* Si on se permet de faire de la surenchère à Bordeaux II en faisant payer aux étudiants 535 Frs de droits d'inscription alors que Mr DEVAQUET sous notre contrainte les avait fixés à 450 Frs pour toute cette année, c'est bien parce que le président d'université de Bordeaux II raisonne déjà en fonction du projet de loi de son cher ministre des universités qui permettra à chaque université de fixer elle-même, en toute autonomie - je dirais plutôt en toute indépendance - le montant de ses droits d'inscription.

* On pourrait en dire autant à Paris IV ou à Marseille (en sciences économie).

* Si on supprime 100 dossiers d'AES lors des inscriptions à TOLBIAC, si on sélectionne par des tests d'évaluation à BREST les bacheliers pour l'entrée en 1ère année de LEA, si on refuse à BORDEAUX I en sciences les bacheliers de série A, c'est bien parce qu'avec le projet de loi DEVAQUET, les présidents de ces universités sont assurés que bientôt ils pourront déterminer eux-mêmes en toute liberté leurs capacités d'accueil et leurs modalités d'accès en 1ère année de 1er cycle universitaire : ce qui remet en cause, de fait, le bac comme premier grade universitaire et l'accès du bachelier dans l'université et la filière de son choix.

* Si à LYON II, en sciences po, il n'y a que 300 postes pour 1.200 candidats; si à BORDEAUX I seulement 160 étudiants ont été admis en licence d'informatique en prenant le soin d'évincer les étrangers; si enfin, en médecine on diminue encore le nombre de postes au concours de fin de 1ère année, alors que les besoins en médecins dans le pays se font de plus en plus grands, tout cela est bien en réponse au projet DEVAQUET qui va instituer la sélection à tous les niveaux et particulièrement entre chaque cycle.

* Si on paie la sécurité sociale étudiante 190 Frs de plus que l'an dernier, si le manque de locaux se fait cruellement ressentir partout en cette rentrée, que ce soit par les TD surchargés ou l'absence de salles de travail dans la faculté, si on nous fait payer en plus des droits de TP et de laboratoires, si il manque tel professeur dans telle formation à la rentrée et si enfin il n'existe aucun polycopié dans telle matière pour telle année, c'est bien parce que l'état a décidé de se désinvestir financièrement de plus en plus dangereusement de l'enseignement supérieur public que ce soit en supprimant sa cotisation de 31 milliards de centimes au régime de la sécurité sociale étudiante en novembre 1985 ou en réduisant en peau de chagrin dans la loi de finance 1986, les budgets des universités qui ne se gênent pas aujourd'hui, fortes du projet DEVAQUET qui les rendra autonomes financièrement, pour faire payer aux étudiants la quasi totalité de leur formation.

On comprend mieux ainsi pourquoi le nombre de boursiers n'a pas augmenté depuis plusieurs années, pourquoi les maintiens de bourses sont refusés aux redoublants et de façon quasi systématique et pourquoi l'état ne daigne plus programmer pour l'avenir la construction de nouvelles cités universitaires.

.../....

Oui, l'objectif est bien clair : on le perçoit au travers de chaque attaque que nous subissons en cette rentrée. Il vise à former une élite très restreinte d'étudiants qui auront eu les moyens de payer leur formation très chère et qui auront su franchir tous les obstacles de la sélection organisée tout au long de leur cursus pour déboucher sur un emploi qui correspondra au créneau hyperspécialisé que veut développer le patronat local pour une durée aussi limitée que le sera la rentabilité du marché correspondant. Et pour les autres, ce sera la précarité avec un grand P qui se traduira par les petits boulots à la SEGUIN, l'ANPE, les TUC, les PIL (pour les plus de 25 ans) et autres réjouissances de ce genre qu'on offre aux futurs diplômés de l'université.

Décidément, qu'on la prenne par tous les bouts, cette rentrée 86/87 est bien celle de la dégradation sans précédent de nos conditions de notre droit à étudier, pourtant encore constitutionnel.

A ce propos, les attaques à la démocratie à l'université, l'arbitraire et l'autoritarisme que nous impose l'administration des facultés, viennent compléter le tableau pour en renforcer la logique : ainsi à Saint Maur, la doyenne de la faculté de droit interdit à l'UNEF le tournage d'un film dans la faculté, prévu pour une émission télévisée sur FR 3. Tout était prévu pourtant : les caméras et réalisateurs s'étaient déplacés et il a fallu aller jusqu'à sequestrer cette doyenne réactionnaire pour obtenir que ce reportage d'un quart d'heure sur l'UNEF puisse être réalisé en vue d'être retransmis sur FR 3 le 14 novembre prochain !

On comprend en effet que cette directrice de l'UFR de droit de Saint Maur où l'UNEF a repris la faculté à l'UNI aux dernières élections universitaires, aurait préféré qu'on ne parle pas surtout des étudiants qui luttent, débattent et agissent avec l'UNEF à l'université. Ça aurait été la suite logique du projet DEVAQUET qui veut réduire 0 15 % la proportion de représentants étudiants dans les conseils d'administration et à 10 % d'étudiants de 3ème cycle dans les CS.

Car bien sûr, DEVAQUET et les universités ont besoin pour faire avancer leur logique dans les faits, d'étudiants isolés, déboussolés, craintifs, voire anxieux, divisés, désinformés (ça n'est pas pour rien qu'on ne nous informe pas sur les possibilités d'exonération des droits d'inscription); d'étudiants mis devant le fait accompli, dans l'obligation d'encaisser chaque coup sans broncher.

C'est à tout cela qu'il nous faut riposter en cette rentrée pour élever le niveau de la bataille revendicative sur chaque attaque et afin d'en faire apprécier à chaque fois la globalité aux étudiants.

Déjà, face à cette situation, l'UNEF avec ses AGE, est de plus en plus à l'initiative pour faire débattre, rassembler, agir et s'organiser les étudiants. Depuis maintenant plus d'un an, nous nous posons de plus en plus à l'université comme la seule force syndicale déterminée à agir; depuis plus d'un an nos actions s'amplifient, permettent de rassembler un plus grand nombre d'étudiants dans nos luttes sur chaque question.

De la manifestation du 3 Mai 1985 "**on n'est pas des pigeons**" contre les hausses des droits d'inscription, les circulaires racistes Joxe et Massot, pour le libre choix des facultés pour les bacheliers, contre les suppressions de diplômes aux actions de tous niveaux organisées par nos AGE aujourd'hui, en passant par les manifestations et journées nationales d'action de mai et juin, ça bouge progressivement dans le paysage des luttes à l'université.

Nous arrivons progressivement à modifier la situation par la multiplication des actions grandes ou petites, portées par l'UNEF, la résonance des propositions d'actions tendent à devenir de plus en plus nette. Pour preuve en cette rentrée, l'écho important que nous rencontrons chez les étudiants lorsque sur une question bien précise qui les touche au plus près nous leur proposons d'agir, de se syndiquer, de gagner sur leurs revendications. Bien sûr, les choses ne vont pas toutes seules. L'Union Nationale, ses militants et militantes doivent effectivement "mettre le paquet" et ne pas lésiner sur les efforts à déployer pour expliquer, clarifier, rassembler, organiser les étudiants sans lâcher pris sur le corps à corps dans chaque amphithéâtre et la lutte collective.

Par notre travail acharné, notre détermination, face au cumul des difficultés que rencontrent les étudiants pour étudier et le mécontentement qu'il entraîne, les potentialités sont énormes par le développement des actions revendicatives, l'organisation des étudiants dans leur syndicat : l'UNEF.

Agir ou subir, telle est bien l'alternative centrale de la situation et elle se pose avec force quelque soit les formations, les niveaux d'études, les universités. Pas un seul étudiant de Nice ou de Lille, riche ou pauvre, français ou étranger, ne se trouve pas confronté à cette réalité.

Certe, les étudiants des milieux les plus défavorisés sont ceux qui rencontrent le plus de barrages, ceux qui peuvent être certains d'être le plus attaqué dans un des droits les plus fondamentaux de la constitution : le droit aux études.

Précarité des études, de l'emploi, sélection sociale et arbitraire, désinvestissement de l'Etat dans nos formations, nos universités, casse de la recherche, déqualification, attaque à la démocratie ... personne n'est épargné, personne n'est marqué du sceau du privilège, de l'assurance de réussir ses études en entrant à la faculté.

Face à cette situation nous aurions tort de relâcher notre démarche de débat, de discussion avec les intéressés eux-mêmes pour déterminer précisément le contenu, les objectifs, les formes et le niveau de la lutte.

Définition du contenu des formes des luttes avec les étudiants, être porteur de leurs revendications, être l'élément moteur des luttes par notre détermination et notre volonté d'organiser les étudiants, c'est bien cela le contenu responsable de l'activité du syndicat, le gage de notre efficacité. C'est bien cela qui nous permet d'aligner des acquis importants tant sur les reculs du gouvernement sur la libération des droits d'inscription, la notion de quorum dans le projet de loi, les saccages aux examens empêché dans certaines facultés, la construction d'une faculté de médecine à Saint Etienne, la défense des optionnels à Rennes, les droits d'inscription à Marseille, la non fermeture pour le moment à la cité universitaire de Créteil, l'inscription de tous les bacheliers en lettres, sciences humaines à Paris, que sur une modification sensible du climat idéologique dans nos facultés avec partout où l'on agit un recul des idées rétrogrades, une avancée de la perception de la force que représente les étudiants rassemblés, organisés.

Quelque soit la question, à chaque fois que le syndicat n'intervient pas, nous laissons la brèche ouverte à toutes attaques. Et les attaques, nous l'avons vu, ça ne manque pas !

A partir de l'analyse de la situation universitaire, des rapports de force, des potentialités qui s'ouvrent au syndicat, le dernier Collectif National de l'UNEF a défini deux grands objectifs :

- empêcher le projet de loi Devaquet d'être voté et appliqué;
- gagner le réinvestissement de l'Etat, notamment avec le vote du budget 1987.

Deux grands objectifs de luttes qui articulent toutes les luttes revendicatives, qui passent par le développement important des actions dans chaque université.

Nous le disions au dernier Collectif National : "Nous devons tirer les leçons de l'expérience. Tout montre qu'il nous faut nous attaquer résolument à tout ce qui constitue le projet de loi, tout ce qui porte atteinte à nos conditions de vie et d'études. Nous savons que rien ne bougera dans le bon sens si nous ne bougeons pas, bien au contraire!"

Il nous faut donc aujourd'hui, à partir de notre expérience de la situation, réfléchir, débattre et prendre les décisions sur notre bataille revendicative nationale qui soient les plus efficaces possibles.

Il nous faut nous doter de tous les moyens pour intensifier les luttes, leur donner une cohésion nationale qui donnera à l'Union Nationale la force nécessaire pour gagner, imposer nos propositions.

A notre dernier Conseil National, nous avons décidé d'agir sur plusieurs axes de luttes que je ne développerai pas (cf. dernier CN) comme

- . l'exonération des droits d'inscription;
- . la mensualisation, le maintien, l'augmentation du nombre et du taux des bourses;
- . empêcher les numérisés clausus;
- . gagner le réinvestissement de l'état dans notre sécurité sociale;

Déjà plusieurs AGE se sont saisies d'une ou plusieurs de ces revendications et mènent des actions sur ces questions précisément ou plus locale. Chacune de ces actions doivent s'intensifier, doivent être une pierre de plus au mur que nous dressons contre les attaques portées à notre droit aux études, une pierre de plus pour améliorer nos conditions de vie et d'études.

Pour ne pas remonter trop loin dans le temps, rappelons-nous les luttes et surtout la démarche nationale qui a été mise en oeuvre en mai et juin pour faire reculer Devaquet sur la libération des droits d'inscription. Ce qui a été déterminant dans cette bataille, c'est la multiplication des actions dans toutes les universités sur des questions propres à chaque faculté : sélection-hausses, limitation des capacités d'accueil, problème de photocopies, racisme et notre capacité à rythmer les luttes nationalement, les coordonnées pour en élever le niveau, leur donner plus de force faculté par faculté, pour donner plus de force à l'Union Nationale, pour imposer nos revendications au ministère.

Rappelez-vous la décision que nous avons prise de rythmer nos luttes, de les intensifier avec les différentes journées nationales d'actions, avait permis à toutes les AGE, quelque soit le sujet et le niveau de leur intervention de se retrouver dans des luttes d'ampleur nationale, d'en démarrer et de les poursuivre jusqu'au bout.

Il s'agit pour nous, membre du collectif national de l'UNEF, de procéder de la même démarche aujourd'hui pour la progression et l'intensification des luttes étudiantes dans chaque faculté et nationalement.

Nous l'avons souvent noté à différents Collectifs Nationaux, la situation est grave, beaucoup de choses se jouent, il est de notre responsabilité de doter le syndicat, les étudiants de la stratégie la plus efficace qui nous permettra le plus rapidement possible, le plus durablement d'être à la hauteur des attaques.

En ce sens, beaucoup de choses, d'actions commencent à se développer, des échéances s'approchent comme le passage du projet de la loi au Sénat vers les 23-24 Octobre et le vote de la loi de finance vers le 4 Novembre. Tout cela nécessite d'élever le niveau de notre intervention. Il s'agit pour nous de nous servir des luttes en mai-juin et juillet, des actions menées à tout niveau en cette rentrée pour passer la vitesse supérieure.

Aucun préalable, aucun frein ne doit être mis au développement des luttes à l'université. Ce ne sont ni les enseignants avec leur syndicat, ni les personnels, ni une quelconque force sociale autre que l'UNEF qui organisera les étudiants et leur action. Chacun à sa place, chacun organise sa catégorie. Toutes les convergences de lutte sur des objectifs revendicatifs clairs et précis peuvent et doivent se développer, mais en aucun cas doivent être le préalable à l'action des étudiants. Nous en avons fait l'expérience en mai et juin. Attendre que les intersyndicales, que d'autres que les étudiants interviennent aurait été suicidaire. Nous n'avons attendu personne pour lutter et cela a payé : tant par notre démonstration sur les possibilités de gagner, que par notre capacité à organiser plus et mieux les étudiants.

Contrairement à l'UID en mai d'interventions, nous n'attendons pas une grande journée d'action interprofessionnelle, décidée par d'autres pour développer l'intervention des étudiants et se saisir de la mobilisation d'autres catégories pour crier victoire. C'est notre analyse, notre orientation, notre démarche syndicale qui nous conduit à penser que seule l'action continue, quotidienne des étudiants est efficace pour changer l'université. Nous le savons, ce ne sont pas des flambées éphémères, des actions non suivies et non décidées par les étudiants qui sont efficaces. Bien au contraire.

Pour autant, nous ne sommes pas coupés du reste de la communauté universitaire, enseignants, étudiants, personnels, chercheurs. Nous avons des intérêts communs à défendre et promouvoir. A chaque fois que cela est possible, sur des objectifs clairs, précis, définis avec les étudiants, les convergences d'actions doivent être développées. Lorsqu'il y a convergence, il y a action de part et d'autre. Elle n'est ni un but ni une fin mais bien la rencontre de différentes catégories sur des objectifs communs, une étape de l'action.

Les deux axes de luttes fixés nationalement : empêcher le projet de loi d'être voté et appliqué et gagner un meilleur budget 87 regroupent toutes les luttes qui peuvent être menées dans chaque université.

Il ne s'agit pas pour les AGE de lutter sur toutes les questions en même temps : sécurité sociale, bourses, budget, loi, exonérations, transport, santé etc ... mais bien de prendre la question la plus sensible dans la faculté pour la développer. C'est bien le cumul des initiatives des AGE qui donnera la globalité de l'intervention de l'UNEF. Pour autant il ne s'agit pas pour nous de revoir en baisse notre objectif, bien au contraire. Chaque AGE doit coordonner les luttes dans chacune des UER, veiller à leur développement, au rassemblement croissant des étudiants..

En ce sens, le Bureau National a décidé de développer toutes les luttes menées aujourd'hui et de faire de la semaine du 20 au 25 octobre une grande semaine d'information, de débat et d'actions.

Cette semaine nationale d'actions doit constituer pour l'UNEF, pour chaque AGE un formidable tremplin pour élever le niveau et l'intensité de la bataille revendicative en cette rentrée. Sur chaque attaque portant atteinte à notre droit aux études, ce, dans l'objectif de créer progressivement, jour après jour, dans les universités et dans le pays un rapport de force de plus en plus favorable.

C'est cette graduation des luttes et de l'intervention du syndicat qui nous permettra au terme de cette semaine d'actions, d'arriver en position de force pour mettre en échec le projet Devaquet dans son ensemble et gagner plus de moyens pour l'enseignement supérieur dans le budget 87 qui restent nos deux grands objectifs.

Nous devons à ce sujet, accorder une importance toute particulière dans la période à la question des moyens dont vont disposer les universités par le vote du budget 87 à l'Assemblée Nationale.

En effet, une échéance législative s'impose à nous : celle du 4 Novembre, jour de la discussion à l'Assemblée Nationale du budget de l'Education Nationale. Cela exige que tout un travail de préparation dans le débat et l'action avec les $\diamond\diamond$ effectué avec de plus en plus de force et d'ampleur pour que le 4 Novembre, les revendications et les luttes menées par l'UNEF sur la question des moyens pour étudier ne passent pas sous silence.

Cela revêt une importance toute particulière quand on sait que bon nombre des difficultés de la rentrée sont directement liées à des problèmes budgétaires. C'est pourquoi, le Bureau National propose que la semaine nationale d'action aboutisse à trois journées de luttes dans toute la France sur le thème du réinvestissement de l'Etat dans notre formation les 28-29 et 30 octobre. Ces trois journées d'action de fin octobre peuvent nous permettre de créer une réelle convergence des luttes de chaque faculté avant le vote du budget 87 à l'AN. Tout cela nécessite bien sûr, de mettre les bouchées doubles, de franchir un cap dans la bataille revendicative pour être à hauteur des attaques portées à nos études, mais nous n'avons pas le choix : c'est la progression continue, ininterrompue des luttes et actions du syndicat associant toujours plus d'étudiants qui nous permettra d'atteindre notre objectif, que ce soit pour la semaine nationale d'information, de débat et d'action, du 20 au 25 octobre ou les 3 jours d'action pour le réinvestissement de l'Etat dans notre formation.

Pour cela, le Bureau National a décidé de mettre les moyens du syndicat à la hauteur des enjeux. C'est tout d'abord :

.../...

$\diamond\diamond$ étudiants ait été ...

* **L'affiche et la carte pétition** sur la sécurité sociale QUI DOIVENT NOUS PERMETTRE DE MOBILISER TOUS LES ETUDIANTS SUR CETTE QUESTION ET DE LES FAIRE S'ENGAGER TOUS POUR LE R2INVESTISSEMENT DE L'Etat dans le régime de sécurité sociale étudiante. Mesurons bien l'enjeu de cette bataille qui ne s'achèvera pas d'ailleurs, le 4 Novembre, car notre pression, nos luttes successives progressant toutes l'année universitaire peuvent pousser le gouvernement à convoquer un collectif budgétaire susceptible de modifier une décision prise lors du vote de la loi de finances 87 à l'Assemblée Nationale. C'est de longue haleine qu'il nous faut mener et qui doit s'intensifier jour après jour. Chaque étudiant est concerné par cette question ou presque, de notre détermination et du niveau de nos luttes allant crescendo dépendra notre capacité à ne pas se reprendre un an de désengagement financier de l'Etat sur la sécurité sociale. On a vu l'an dernier, les conséquences désastreuses que cela a eu sur nos frais d'inscription et la santé de chacun ... On ne peut pas laisser passer cela une seconde fois..

* **Le Campus**, c'est le journal de rentrée du syndicat. Il nous permet de faire apprécier à chaque étudiant la globalité de la situation en cette rentrée, de faire le lien entre chaque difficulté vécue dans un TD, un amphithéâtre avec le projet de loi Devaquet et de faire percevoir tout de suite la nécessité de s'organiser dans l'UNEF pour riposter à chaque attaque portée à nos études.

C'est un matériel de qualité et riche dont vous allez disposer dans vos AGE dès la semaine prochaine. Cela doit nous permettre d'amplifier les luttes, de porter la bataille revendicative à la hauteur des enjeux, des besoins et des échéances qui approchent. Cela doit être ainsi l'occasion pour nous, à chaque fois, de collecter auprès de chaque étudiant pour qu'il s'engage financièrement, à soutenir notre action et de lui proposer de rejoindre l'UNEF immédiatement pour donner plus de force encore aux luttes revendicatives qu'il entend mener avec nous.

Partout collons l'affiche sur la sécurité sociale, intervenons en amphithéâtre, au restaurant universitaire, dans les cités, faisons signer massivement la carte pétition en collectant pour l'envoyer au ministère, organisons des débats sur la santé des étudiants, leur protection sociale et faisons grandir le mouvement dans chaque université. Commençons cela dès lundi.

* **Le badge sur les bourses**, participe de la même logique comme par ailleurs le badge, l'UNEF exigeant plus de moyens pour l'enseignement public.

Cet investissement matériel doit nous permettre de mettre le climat dès cette rentrée à la hauteur des enjeux, de faire s'engager des centaines de milliers d'étudiants sur ces problèmes cruciaux de l'aide sociale directe et de la réduction intolérable des moyens accordés aux universités.

L'ORGANISATION

Ces objectifs vont donc rythmer notre bataille contre le projet de loi Devaquet et le budget 87. Ils appellent conjointement un développement des luttes revendicatives et des capacités de notre organisation à les mener. Les deux semaines d'action que le Bureau National a décidé de tenir, s'inscrivent parfaitement dans ce processus ambitieux. Ambitieux sans aucuns doutes : car c'est aller à contre courant de toutes les opinions exprimées dont les médias se sont fait l'écho (conférence des présidents d'université, rapport du Comité National d'Evaluation, entre autre.)

Cependant, tout montre aujourd'hui que nous avons les moyens de réussir. Depuis le dernier Collectif National - à la mi-septembre - et notamment dans la dernière période - l'UNEF, au travers de ses AGE a marqué un net regain d'activités : en nombre et en qualité. Cela se manifeste par une progression dans la présence du syndicat sur les facultés.

Là où les chaînes et les rentrées ont été tenues, des luttes ont pu très tôt être engagées (même si elles ont connu des sorts divers) Je ne reviendrai pas sur l'exemple de la FAGIF en juillet.

A Jussieu, 60 étudiants en licence biochimie, interdits de redoublement ou triplement sont allés en délégation avec l'UNEF chez le vice-président de la faculté pour obtenir leur réintégration. A Tolbiac, l'AGE se bat pour que l'université assure la formation de 250 étudiants en géographie qui sont jugés : **"en sur-effectif !"**. A Villetaneuse, une lutte est menée avec des étudiants salariés sur des questions de photocopies. A Orléans, c'est un TD en entier qui va demander les dossiers d'exonération des droits d'inscription. A Rennes II, une dizaine d'étudiants en sociologie en font de même. Au terme des rentrées des 1ère années, c'est plus de 1.600 Frs que l'AGEUR a collecté auprès des étudiants.

D'autres exemples existent encore? Certes, tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes possible. Y compris dans ces AGE où l'activité est quasi continue depuis mai-juin, des lacunes persistent. Nous allons encore trop peu voir les années supérieures et nous réduisons trop systématiquement notre intervention aux endroits où nous sommes traditionnellement.

Mais, et c'est peut-être ce qu'il y a de plus encourageant, d'autres perspectives pour commencer à lutter sans attendre - où que l'on soit - existent.

Depuis le début de l'année, nous faisons une constatation : nous ne sommes pas partout à la hauteur des attaques qui sont portées. **Cela est toujours vrai même si cela commence à bouger.** Mais une autre constatation doit être faite: nous ne sommes pas non plus à la hauteur de l'attente des étudiants. Plusieurs AGE, là aussi, ont montré que nos potentialités de mobilisation sont grandes. A Nice, les chaînes n'ont pas été tenues. Les rentrées se sont effectuées sans que l'AGE n'intervienne. Sur la base d'une initiative en faculté de sciences sur les droits d'inscription (de 500 à 800 Frs dans cette université) les copains réunissent 30 étudiants en AG, décident d'intervenir dans les amphithéâtres pour envahir le secrétariat de la faculté. C'est 200 étudiants qui participeront à cette action. C'est en deux jours, 40 adhésions ou remises de cartes qui sont réalisées. C'est enfin une journée de grève prévue le 23 Octobre pour contraindre l'université à rentrer dans la légalité quant au montant des droits.

Ce sont dans des secteurs aussi spécifiques que Archi, INALCO ou bien EPS où l'UNEF était inexistante sinon groupusculaire où des progrès dans notre présence ont lieu. Le congrès avait mis l'accent sur les faiblesses chroniques du syndicat dans ces endroits. Six mois plus tard, les associations d'Archi et INALCO vivent, se développent.

Ainsi même, si je le répète, tout n'est pas parfait, loin de là, l'UNEF dans son ensemble progresse. La multiplication des luttes permet aux AGE de se renforcer : Rennes a d'ores et déjà doublé son chiffre d'organisations de juin dernier. L'idée des luttes parisiennes dans leur globalité sortent consolidées des luttes de cet été. Car au-delà du souci majeur de hausser le ton sur la bataille revendicative parce que la situation l'exige, les directions d'AGE doivent constamment faire attention à construire et organiser les associations pour que nos luttes soient menées à leur terme.

Dans ce cadre, il est impératif de lier les deux aspects du problème : développer immédiatement les luttes et organiser les étudiants, c'est-à-dire construire les associations, les renforcer. En un mot, il faut faire **"rentrer l'organisation"**. Il faut sans tarder libérer toutes nos forces capitalisées durant les chaînes, les rentrées et même durant tout l'an dernier : je veux parler de nos acquis (de notre expérience des luttes donc) et de nos adhérents.

Pour engager tout de suite, sur des questions précises, notre bataille, la faire progresser par le biais de la semaine du 20 au 25 puis les 3 jours contre le budget, il faut se servir de tous nos adhérents, en partant des amphithéâtres où ils étudient et des difficultés qu'ils connaissent. Nous ne gagnerons rien de durable, que ce soit sur les droits d'inscription, les bourses ou la sécurité sociale, sur nos formations, si dans chaque TD ou amphithéâtre un travail de fond n'est pas fait : informer, provoquer le débat, privilégier l'intervention des étudiants. Cela exige donc partout d'avoir des étudiants syndiqués, qui décident des luttes du syndicat à mener dans son amphithéâtre. Cela exige aussi des délégués de TD ou d'amphithéâtre partout et dans toutes les années.

A Jussieu, ils ont été élus sur la base des conditions d'études dans l'amphithéâtre. C'est un moyen efficace dont se dotent les étudiants pour intervenir dans leurs affaires à l'heure où tant de coups bas sont perpétrés contre la démocratie et la représentativité étudiante à l'université. En ce sens, ils peuvent être une bonne illustration de l'importance des élus étudiants. Le délégué de TD ou d'amphithéâtre, c'est aussi par les liens qu'il cultive entre l'association UNEF de l'UER et les étudiants un moteur pour l'action : il permet une meilleure information, il organise la riposte de l'amphithéâtre.

Dans le même temps, son rôle ne doit pas se cautionner dans un aspect seulement "scolaire". Informer les étudiants sur leurs droits, c'est son rôle aussi. Et dans chaque TD, il y a 10 % d'étudiants qui ont droit d'être exonéré. Trop peu d'AGE ont des délégués d'amphithéâtres ou de TD. Pourtant, dans la période, ils sont un élément essentiel pour réussir nos objectifs. Durant toute l'année, ils seront déterminants sur des questions telles que les formations ou l'aide sociale.

Faire rentrer l'organisation, c'est aussi insister sur la remise de la carte à l'ancien adhérent. Trop souvent, on fait l'impasse sur cet aspect de la bataille de l'organisation. Pourtant, par son expérience du syndicat ou de la faculté, l'ancien adhérent est le facteur d'une stabilité de l'organisation, le garant d'une continuité dans l'activité de l'AGE ou de l'association. Enfin, notre insuffisante présence parmi les années supérieures fait de ces "anciens" la pièce centrale de notre intervention dans ces endroits.

Avec la semaine du 20 au 25 Octobre et les trois jours pour le réengagement financier de l'Etat dans les universités, avec toutes les luttes qui seront à mener, on voit que les AGE et les associations ne pourront se passer du moindre adhérent. Si la bataille revendicative doit commencer tout de suite, quel est le meilleur moyen pour intégrer le plus grand nombre de nos adhérents dans la vie de l'UNEF, en même temps elle appelle de la part de notre organisation à toujours plus et mieux intervenir. Elargir notre champ d'intervention, concerner tous nos adhérents dans notre activité, cela signifie que des assemblées générales de rentrées de l'UNEF doivent se tenir partout. Ces AG d'étudiants syndiqués doivent contribuer à impulser les luttes engagées, à les faire converger toutes. Elles doivent aussi préparer les batailles futures. Tout ceci s'inscrivant dans une progression au niveau des revendications et de la mobilisation des étudiants.

Les assemblées générales seront ainsi le tremplin de chaque AGE pour son développement, pour ses implantations nouvelles. Trop souvent les étudiants de certaines filières (IUT par exemple) ou de certains cycles n'ont pas encore vu nos dirigeants d'AGE. C'est autant de moins pour l'efficacité de notre action, la justesse de notre analyse. Ces AG de rentrées devront permettre de corriger ces tendances.

Avec ce schéma "idéal" que je viens de tracer : **luttes** ^{orga.} → **AG** ^{orga. + forte} → **luttes**, il y a des AGE qui ne s'y retrouveront pas forcément. Les luttes ont du mal à éclore, elles sont même inexistantes. Le syndicat est affaibli etc ... Pourtant, là aussi, l'AG de rentrée demeure le moyen de rassembler les forces du moment. Il s'agit de gagner un à un les copains de l'AGE à la bataille revendicative sur des réalités de leur faculté, amphithéâtre, TD, cité ou restaurant universitaire. Les assemblées générales peuvent être des secteurs de la lutte. Il n'y a ni préalable ni ordre chronologique entre les luttes et les AG. Tout est fonction de l'université, de l'état de l'organisation. Mais que l'on n'oublie rien : ni des exigences de la situation, ni des potentialités qui existent chez les étudiants.

En soi, les AG de rentrée sont de la même nature que la semaine du 20 au 25 Octobre ou que les trois jours du budget : un catalyseur pour nos revendications. Elle représente un objectif à tenir. La repousser, la renvoyer aux calendes, c'est un peu comme si nous tenions les trois jours sur le budget fin novembre, un mois après le vote ! Ce serait inefficace.

Les assemblées générales sont un **moyen** pour développer les luttes. En aucun cas elles sont le but de l'UNEF pour l'époque. Et c'est plus ce qui en sortira que le nombre qu'on y sera qui est important. Cela va demander un effort particulier de chaque direction d'AGE quant à leur préparation. Cela signifie que **tous** les adhérents soient convoqués à temps et par écrit à l'AG. A ce sujet, il faut en finir avec les courriers laconiques qui n'indiquent que le jour, l'heure et le lieu de la réunion. Une AG de rentrée, cela se prépare par un bulletin reprenant toute l'analyse nationale et locale de la situation universitaire et donnant des perspectives d'actions aux syndiqués. Ce qui nécessite d'en avoir discuté dans les bureaux d'AGE, les collectifs d'AGE et les réunions d'associations que nous devons tenir avec régularité.

Réussir ces AG de rentrée c'est donner à chaque adhérent la détermination à ne pas subir.

.../...

Avec la semaine du 20 au 25 octobre, puis avec les trois jours pour gagner le réinvestissement de l'Etat dans l'enseignement supérieur, l'Union Nationale des Etudiants de France continue les luttes qu'elle a engagé depuis le 71ème congrès.

Il est bien certain qu'à la fin du mois d'octobre, tout ne sera ni gagné ni perdu. Abattre le projet de loi Devaquet, c'est abattre toutes ses manifestations concrètes qui se font jour déjà dans nos facultés. A chaque moment de l'année - et notamment lors des examens ou des projets d'habilitation - nous aurons à nous en défendre. L'élitisme est trop le caractère fondamental de l'université française pour que ses nombreux adeptes soient rendus muets même si d'aventure la loi serait retirée.

Gagner le réinvestissement financier de l'Etat, c'est le gagner dans nos études, dans nos conditions de vie (en cité universitaire, par les bourses ...) Et là encore, cela suppose que tout ne s'arrêtera pas le 30 Octobre. L'enjeu essentiel aujourd'hui est d'élever le niveau des luttes, en ne négligeant aucun acquis - si petit soit-il - qui nous permettra d'avancer, de graduer notre action en se servant des deux grandes initiatives du mois d'octobre, d'organiser et de renforcer l'UNEF dans la perspective des batailles à venir, à continuer à élever le niveau des luttes, l'impact de nos revendications.

Aujourd'hui nous avons des décisions importantes à prendre qui peuvent nous offrir des perspectives d'actions importantes, de renforcer considérablement notre organisation. Nous avons à y travailler, des potentialités existent, à nous de les exploiter.